

Dans le cadre de ses activités de soins de santé, le Centre Hospitalier de Libourne est amené à traiter les données à caractère personnel de patients et accorde une importance particulière à la protection de ces données.

Par traitement, on entend toutes les opérations appliquées aux données permettant d'identifier directement ou indirectement une personne physique, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

1. QUI EST LE RESPONSABLE DES TRAITEMENTS ?

Le responsable des traitements des données à caractère personnel est le Directeur du Centre Hospitalier de Libourne.

2. QUELS SONT LES TYPES DE DONNEES TRAITEES ET COMMENT SONT-ELLES COLLECTEES ?

Les données à caractère personnel traitées par le CH de Libourne sont :

- les données d'identification et caractéristiques personnelles, dont les nom et prénom, la date de naissance, le lieu de naissance, le sexe, l'âge, le numéro de registre national, etc. ;
- les données relatives à l'état de santé ;
- les données financières et administratives ayant trait à l'admission et à la facturation, dont les données concernant les affiliations auprès de mutualités ou de compagnies d'assurance ;
- les images (photos, vidéos) ;
- les autres données nécessaires à la poursuite des finalités déterminées ou imposées par la loi (données relatives aux habitudes de vie, à la situation familiale et professionnelle, aux personnes de contact ou de confiance ou mandataires, à l'opinion philosophique ou religieuse, au comportement sexuel, à l'origine raciale ou ethnique, etc.).

Ces données peuvent être collectées soit directement auprès des patients, de leur représentant, de leur médecin prescripteur ou de leur médecin généraliste.

3. DANS QUEL BUT VOS DONNEES PERSONNELLES SONT-ELLES UTILISEES ?

Vos données personnelles recueillies lors de votre consultation ou de votre hospitalisation dans notre établissement font l'objet de traitements destinés à faciliter votre prise en charge au sein de celui-ci.

Les informations recueillies sont également susceptibles d'être exploitées de façon non nominative à des fins de recherche.

Enfin, certaines informations doivent être transmises aux différents organismes de l'Etat ou d'assurance maladie à des fins d'élaboration et de révision de la carte sanitaire et du schéma d'organisation sanitaire, d'évaluation de la qualité des soins, du contrôle de l'activité du Centre Hospitalier de Libourne et de la facturation.

4. SUR QUELS FONDEMENTS JURIDIQUES VOS DONNEES SONT-ELLES TRAITEES ?

Le Centre Hospitalier de Libourne traite vos données personnelles uniquement sur la base des fondements juridiques suivants :

- sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée (par exemple, le traitement des données relatives aux patients admis aux Urgences) ;
- médecine préventive, diagnostics médicaux, prise en charge sanitaire ou sociale ou gestion des systèmes et des services de soins de santé
- exécution d'un contrat (par exemple, le traitement des données relatives à la facturation de prestations sollicitées et/ou exécutées) ;
- exécution d'une mission d'intérêt public dont est investi le CH de Libourne (par exemple, les traitements portant sur la gestion médico-économique) ;
- respect d'une obligation légale;
- intérêts légitimes poursuivis par le CH de Libourne (par exemple, l'enregistrement et la gestion des risques et des événements indésirables, les traitements relatifs à la gestion technique, logistique, sécurité des biens, contrôle des accès, etc.).
- recherche scientifique ou statistiques
- intérêt public dans le domaine de la santé publique ou aux fins de garantir des normes élevées de qualité et de sécurité des soins de santé et des médicaments ou des dispositifs médicaux

Si le traitement des données à caractère personnel ne peut se baser sur l'un de ces fondements, le traitement ne pourra être effectué que moyennant votre consentement écrit (par exemple, dans le cadre des missions de recherche, de développement et d'enseignement).

5. QUELS SONT LES DESTINATAIRES DE VOS DONNEES ?

Les données sont réservées aux professionnels du centre hospitalier de Libourne soumis au secret professionnel qui interviennent dans votre prise en charge et peuvent également être mises à disposition de professionnels membres de réseaux de soins. Dans ce cadre, les informations vous concernant sont susceptibles d'être envoyées chez un hébergeur de données de santé agréé ou certifié à cet effet et traitées par des organismes de soins partenaires.

Vos données peuvent être transmises aux organismes publics, autorités de sante, professions réglementées (Trésor public, Agences régionales de sante, organismes d'assurance maladie et complémentaire, avocats, commissaires aux comptes...) sur demande et dans la limite de ce qui est permis par la réglementation.

Dans le cadre de projets de recherche, le centre hospitalier de Libourne est également amené, après vous en avoir informé individuellement et sauf opposition de votre part, à transmettre des données, préalablement rendues non-nominatives, à d'autres professionnels de santé. Les résultats de ces exploitations ne peuvent pas permettre de vous ré identifier.

Après vous en avoir informé individuellement et sauf opposition de votre part, vos données peuvent être transmises à des prestataires de services et sous-traitants réalisant des prestations pour le centre hospitalier de Libourne (prise de rendez-vous en ligne, prestations hôtelières, etc.). Dans ce cas, des clauses de conformité au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) sont intégrées dans les contrats de traitement des données avec nos sous-traitants.

Ces données ne sont pas utilisées à des fins commerciales ou Marketing

6. QUELLE EST LA DUREE DE CONSERVATION DE VOS DONNEES ?

Les données ne peuvent être conservées que pour une durée limitée. Cette durée est déterminée en fonction de la finalité du traitement, de règles issues de recommandations de la CNIL ou en fonction d'obligations légales.

Ainsi, par exemple, votre dossier médical est conservé pendant 20 ans à partir de votre dernier passage dans l'établissement (Article R. 1112-7 du Code de la santé publique), excepté en cas de décès moins de 10 ans après votre dernier passage. Dans ce cas, votre dossier sera conservé pendant 10 ans à partir de la date du décès.

Ces durées sont données à titre indicatif. Elles peuvent être allongées, par exemple en cas de contentieux.

Les informations exploitées à des fins de recherche sont conservées jusqu'au rapport final de la recherche ou jusqu'à la publication des résultats de la recherche. Elles font ensuite l'objet d'un archivage sur support papier ou informatique pour une durée conforme à la réglementation en vigueur.

7. QUELS SONT VOS DROITS SUR VOS DONNEES PERSONNELLES ?

Conformément à la réglementation applicable, vous disposez de différents droits relatifs à vos données, lesquels sont exposés ci-dessous :

DROIT D'INFORMATION : Le Centre Hospitalier de Libourne doit vous fournir une information claire sur l'utilisation de vos données et sur l'exercice de vos droits

DROIT D'ACCES : Vous pouvez demander directement au Centre Hospitalier de Libourne des informations sur vos données ou sur les traitements mis en œuvre vous concernant et en demander la communication pour en vérifier le contenu.

DROIT DE RECTIFICATION : Vous pouvez demander la rectification des informations obsolètes, inexactes ou incomplètes vous concernant. Cela permet d'éviter que le Centre Hospitalier de Libourne utilise des informations erronées.

DROIT D'OPPOSITION : Vous avez le droit de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, à un traitement de vos données. Le Centre Hospitalier de Libourne n'a donc plus à traiter vos données qui ne seraient pas nécessaires à la sauvegarde de vos intérêts vitaux, à la gestion administrative ou au respect d'une obligation légale, à moins qu'il ne soit démontré qu'il existe des motifs légitimes prévalent pour le traitement de ces données.

DROIT A L'EFFACEMENT (DROIT A L'OUBLI) : Vous pouvez demander au CH de Libourne l'effacement des données à caractère personnel vous concernant. Toutefois, le droit à l'effacement est écarté dans un nombre de cas défini par la CNIL.

DROIT A LA PORTABILITE : Ce droit vous offre la possibilité de récupérer une partie de vos données dans un format lisible par une machine. Ce droit ne concerne que le cas où les données personnelles ont été fournies par vous-même et traitées sur la base de votre consentement. L'exercice de ce droit ne peut porter atteinte aux droits et libertés de tiers.

DROIT A LA LIMITATION : C'est un droit qui complète vos autres droits (rectification, opposition...). Si vous contestez l'exactitude des données utilisées par le CH de Libourne ou que vous vous opposez à ce que vos données soient traitées, la loi autorise le CH de Libourne à prendre un certain délai pour procéder à une vérification ou à l'examen de votre demande. Pendant ce dernier, vous avez la possibilité de demander de geler l'utilisation de vos données. Cependant, les données « gelées » restent utilisables dans les cas suivants :

- Vous avez donné votre accord ;
- Pour l'exercice ou la défense de droits en justice ;
- Pour la protection des droits d'une autre personne physique ou morale ;
- Ou encore pour des motifs importants d'intérêt public de l'Union ou d'un État membre

8. COMMENT EXERCER VOS DROITS CONCERNANT LA PROTECTION DE VOS DONNEES PERSONNELLES ?

Pour exercer vos droits ou pour toute question sur le traitement de vos données personnelles, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des données du centre Hospitalier en précisant vos Nom, prénom, date de naissance, adresse (mail ou postale), numéro de téléphone et en joignant une copie de votre pièce d'identité à votre demande.

par voie électronique :

protection.donnees@ch-libourne.fr

par courrier postal :

Délégué à la Protection des Données
Centre Hospitalier de Libourne
112 rue de la Marne
33500 Libourne

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le dispositif de contrôle d'accès n'est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL (cf. www.cnil.fr).

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site de la CNIL